

apparaissent au grand jour n du Parti Communiste Italien

Secchia, Li Causi et Gerratana pour préparer un projet de résolution sur la question du parti unifié. Le document fut soumis après un long débat qui imposa un recul du C.C. de près d'un mois, et ce fut Bufalini qui le présenta.

Il rappela l'histoire de la question et mentionna les forces qui étaient intéressées à en faire un but immédiat. C'est sur le projet de programme pour un tel parti que son rapport fut le plus faible. Des concessions avaient été nettement faites en direction du groupe Lombardi.

Le rapporteur préconisa une politique visant l'expansion des forces productives, le plein-emploi, un poids politique accru de la classe ouvrière et une extension de la démocratie. Pour y parvenir, il proposa le progrès technologique, une productivité plus élevée et l'orientation de « l'énergie de la libre entreprise » vers l'intérêt public. « Le rôle dirigeant de la classe ouvrière, dit-il, doit être revendiqué par sa capacité de programmation ». (Il employa le mot « programmazione » qui est employé couramment en Italie pour exprimer la « planification » en régime capitaliste). Bufalini déclara que la classe ouvrière devait accéder au pouvoir par la voie démocratique et que les minorités devaient être autorisées à tendre à devenir majorité dans une société socialiste.

En politique extérieure, il se prononça pour la coexistence pacifique entre Etats. La paix mondiale, déclara-t-il, ne peut être maintenue

que dans un ordre international basé sur la coexistence pacifique dans laquelle l'indépendance de tous les pays et leur droit à déterminer eux-mêmes leur sort seraient respectés.

Bufalini termina sur le problème de la démocratie intérieure, concédant que l'organisation de tendances peut « dans certains cas être une forme de dialectique intérieure et de démocratie ». Il prétendit cependant que l'organisation de tendances n'est pas « la voie la plus favorable pour la circulation et la discussion d'idées. »

La discussion qui suivit ce rapport fut peut-être la plus ardente que le P.C. italien ait connue depuis les temps où il fut bureaucratisé. Le quotidien du parti, *l'Unità*, la reproduisit sans même tenter d'atténuer les divergences. Bufalini fut attaqué de droite et de gauche. La droite insista sur la nécessité de souligner certains aspects de la coexistence pacifique. Amendola lui-même fut plutôt prudent, mais il avança une fois de plus l'idée que le parti unifié ne devait pas écarter les sociaux-démocrates.

Un nombre inhabituel de membres du C.C. de gauche attaquèrent déclarant ouvertement qu'ils rejetaient le rapport. Plusieurs d'entre eux se rassemblèrent autour de Pintor, ancien partisan de Ingrao, et qui avait été éliminé de la rédaction de *l'Unità* dont il avait été le co-directeur. Pintor soutint que voter sur le document serait mettre le prochain congrès du parti devant un fait ac-

compl. Etant donné la forme de la démocratie intérieure du P.C. italien, on peut considérer qu'il s'agit d'une crainte justifiée.

Pintor insista que le contenu du rapport était inacceptable. Au lieu de chercher à parvenir au sommet dans l'expérience centre-gauche, le parti devait mettre en échec cette expérience et chercher à renverser la tendance qu'elle exprimait. Pour le faire, il fallait une plate-forme politique basée sur des points de vue antiréformistes. La nature de classe du parti unifié proposée devait être claire et il fallait mener une discussion approfondie dans le parti à ce sujet.

En ce qui concerne la politique extérieure, Pintor déclara que « la connexion étroite entre la coexistence pacifique et la lutte anti-impérialiste devait être formulée de manière à ne pas laisser place à une simple conception juridique de la coexistence. La coexistence devrait signifier un rapetissement de la zone impérialiste et de ses causes de guerre par la dynamique de la lutte de classes internationale et, par conséquent, des mouvements de libération, de la lutte anticapitaliste en Occident et d'une politique dynamique conduite par les Etats socialistes. »

Pintor conclut en soulevant la question de la démocratie intérieure, soulignant l'idée que le C.C. devait retourner aux normes léninistes et qu'un congrès du parti devait être le lieu naturel pour discuter de points de vue sans aucune limitation imposée d'en haut.

D'autres interventions de gauche suivirent, quelques-unes se référant directement aux positions de Pintor. Parmi les orateurs, il faut mentionner Achille Occhetto, secrétaire national de la Jeunesse communiste; Coppola, ancien rédacteur de l'édition milanaise de *l'Unità*, et Aldo Na-

tolli. Occhetto et Natoli avaient été membres de la délégation du parti récemment revenue du Nord Vietnam.

Un autre groupe d'opposants de gauche rassembla de vieux membres tels Colombi, Secchia et Terracini. Colombi combattit même l'idée que l'on pouvait vaincre sur la voie pacifique, faisant une distinction entre le désir de prendre le pouvoir pacifiquement et le fait que le grand capital ne le permettrait pas, comme l'avait montré l'expérience, même en Europe.

La réponse de Bufalini fut brève, centrée sur les discours des opposants de gauche, les désignant nommément — ce qui constituait une nouveauté — et rejetant leurs positions. La session s'acheva par un discours de Longo et une résolution approuvant la ligne générale du document et le rapport de Bufalini.

Pintor, Coppola, Occhetto et Milani votèrent contre. Colombi, Luporini et Natoli s'abstinrent. L'opposition (qui se situait à gauche) aurait pu être plus grande, si certains membres du C.C. n'avaient pas été obligés de quitter la session pour participer à des réunions publiques antérieurement prévues.

La session de juin a formellement mis fin au monolithisme du P.C. italien. L'aile gauche aura désormais plus de liberté pour mener la discussion. La rumeur circule qu'il y aura peut-être des contre-résolutions au prochain congrès du parti prévu pour la fin de l'année.

L'aile gauche a maintenant trouvé une expression au C.C. lui-même. Le prochain congrès promet des développements intéressants dans le processus de regroupement de militants communistes sur la gauche, témoignant de leur capacité de former une direction révolutionnaire.

Sirio DI GIULIOMARIA.

espagnole, sur la personnalité de l'assassin de Kirov, Nikolaïev, et que soient nommés les hommes qui avaient mené campagne contre l'historien Pokrovsky, récemment réhabilité.

Mais l'intervention qui provoqua le plus d'effet fut celle de A.V. Snegov. Si nos informations sont exactes, Snegov était un secrétaire régional du parti en 1936 quand il fut arrêté et envoyé dans un camp. Dans son intervention au débat, il déclara que la période des années 1930 était contradictoire, que les demi-vérités du projet de livre valaient mieux que les mensonges éhontés des histoires précédentes. Mais il se demanda à qui ce livre était destiné; selon lui, seuls des initiés pourraient interpréter des allusions à mots couverts. Quand il posa la question de savoir s'il avait été inévitable que Zinoviev et Kamenev soient fusillés comme des traîtres, quelqu'un dans la salle s'écria: « Non! ».

Snegov dit aussi qu'il fallait traiter de l'énigme psychologique posée par la personne de Staline, qu'il fallait discuter sa politique provocante envers les minorités nationales. Il demanda si l'assassinat des dirigeants communistes polonais à Moscou avait été nécessaire ou si cela n'avait pas été un don précieux à Hitler; il s'étonna que le projet célèbre la division de la Pologne entre Soviétiques et Allemands en 1939 et demanda en quoi cela avait facilité la défense de l'URSS. Il insista pour que les historiens soviétiques cessent de répéter les formules stalinienne sur les « droitiers, les gauchistes et les trotskystes », rien n'ayant plus nui à la réputation du socialisme que la conduite de Staline dans les années 1930.

Les partisans du projet furent particulièrement sensibles à la critique selon laquelle le livre était fait de « demi-vérités ». Cependant, une historienne qui avait participé à la rédaction du projet et qui le défendit, reconnut que le livre ne révélait sur les « procès de Moscou » que « ce qui pouvait ou devrait être dit maintenant »; puis, reconnaissant qu'avant que ne commencent les attaques contre le culte de la personnalité, on ne pouvait présenter les choses que comme exceptionnellement bonnes ou exceptionnellement mauvaises, elle ajouta:

« Nous tendons encore à agir de cette manière. A cet égard, nous sommes encore sous l'influence de Staline. Avons-nous réussi à produire une opinion équilibrée sur une personnalité, comportant ses caractéristiques bonnes et mauvaises? (Interruptions dans la salle: « Non »). Pourtant, personne n'est ni Dieu ni le diable. Ceci ne peut continuer. Nous ne pouvons écrire de cette façon. Nous devons écrire de façon que nous n'ayons pas à rougir de honte dans dix ans. »

BULGARIE

Affrontements dans les sommets

Les 7 et 8 avril il y eut en Bulgarie de 50 à 100 arrestations, dont celle du commandant militaire de Sofia, le général Tzvetko Anev. En outre, le ministre adjoint de l'Agriculture, Ivan Todorov Gorounya, se suicida; des rumeurs indiquent que d'autres personnalités en firent autant. Rien ne fut annoncé officiellement jusqu'au 22 avril, où une « mise au point » gouvernementale démentit les rumeurs d'une tentative de coup d'Etat qui circulait à l'étranger et se borna à affirmer qu'il y avait eu seulement « violation de la loi » par certaines personnes qui seraient pour cela poursuivies.

Cette mise au point s'efforce de dissimuler avec beaucoup d'embarras qu'il y a eu une tentative de procéder à un changement de gouvernement, que le premier secrétaire Jivkov était visé. Les premières rumeurs — dont certaines étaient peut-être « dirigées » — laissaient entendre qu'il s'agissait d'un complot « pro-chinois ». Rien ne venait confirmer un tel propos, et l'hypothèse la plus plausible était que l'opération préparée visait à faire adopter à la Bulgarie, dans le Comecom et plus généralement dans le camp des Etats ouvriers européens, une place similaire à celle de la Roumanie, au lieu de jouer purement et simplement le rôle de satellite de l'Union soviétique, quel que soit le gouvernement de celle-ci.

Si les supputations peuvent être multiples, une chose est cependant certaine: en Bulgarie, comme d'ailleurs dans les autres Etats où le stalinisme a sévi, il n'existe aucune démocratie politique. Les hommes politiques qui ont des désaccords sur la politique à suivre n'ont aucun moyen de s'exprimer et de rechercher un appui dans l'opinion publique. Les masses ne sont pas consultées au-

trement que pour approuver le vainqueur qui sort d'opérations dans la coulisse qui ressortissent à des opérations de palais. Si les progrès économiques en Bulgarie et dans d'autres Etats de la péninsule balkanique sont incontestables, sur le plan politique il n'y a pas eu grand changement.

POLOGNE

Les jeunes élaborent un programme communiste révolutionnaire

Nous publions ci-après un extrait des articles sur la Pologne écrits par le correspondant du journal *Le Monde* à Varsovie, Michel Tatu. On verra par ces lignes que les idées de Lénine et de Trotsky sur l'Etat ouvrier et la démocratie ouvrière, ces prétendues « utopies » se frayent un chemin dans la conscience des jeunes communistes des Etats ouvriers. Une « utopie » qui fait peur aux bureaucrates gouvernants.

Deux affaires récentes sont caractéristiques: au printemps de 1964 un jeune communiste de vingt-sept ans, Karol Modzelewski, fils d'un communiste de la vieille garde qui fut le premier ministre des affaires étrangères de la Pologne populaire, était exclu du comité du parti de l'université de Varsovie pour avoir fait lire et approuver le manifeste des « trente-quatre ». Mais le jeune universitaire ne devait pas s'en tenir là: avec quelques autres étudiants marxistes, dont un autre fils de vieux communiste, Jacek Kuron, Modzelewski avait mis au point depuis quelques temps un programme « communiste révolutionnaire », dont l'idée directrice était une critique radicale de la « dictature bureaucratique » mise en place en Pologne et ailleurs par les P.C. traditionnels.

Largement inspirée des analyses de Djilas sur la « Nouvelle Classe » et par

les critiques de Trotsky contre le système stalinien, la plate-forme de ces « néomarxistes » se veut une synthèse de tout ce qui a été dit et expérimenté un peu partout contre la déformation bureaucratique de la doctrine. Il s'agit de lutter pour le respect des libertés et contre le parti unique, mais en même temps de dépasser l'imparfaite démocratie bourgeoise pour accéder à une « véritable démocratie ouvrière », établie sur la base d'authentiques conseils ouvriers qui reprendraient à la machine bureaucratique la propriété que celle-ci a en fait usurpée (l'exemple des conseils ouvriers yougoslaves est considéré comme entaché de « technocratie »).

Inutile de dire que les mêmes auteurs se prononcent contre le rôle réactionnaire « du clergé polonais et pour le retour à l'internationalisme prolétarien, empruntant ici quelques arguments aux Chinois. Toutes ces théories, qui malgré leur caractère parfois utopique, semblent trouver une certaine audience parmi les jeunes intellectuels de la « seconde génération communiste », furent exposées à l'automne par Modzelewski et Kuron dans un manifeste de 128 pages, dont seuls quelques privilégiés eurent connaissance, entre autres M. Gomulka lui-même... Car la police, survenue « à temps », se hâta de confisquer ce dangereux manuscrit et de mettre ses auteurs sous les verrous. Sept conjurés furent impliqués dans l'affaire, mais, comme cela est fréquent en Pologne, tous furent relâchés après quelques heures de détention. Aux dernières nouvelles, le procès en subversion dont il était question à l'origine ne devait pas avoir lieu.

(Michel Tatu, « Le Monde », 26 mai 1965)

Vient de paraître
**CONSTRUIRE
LE PARTI
REVOLUTIONNAIRE**
par Pierre FRANK
Une brochure de 32 pages :
2 F
Commande à
C.C.P. l'Internationale
19.591-39 Paris